



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex

Mâcon, le 13/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MASSILLY PRINTING SOLUTIONS

581 RUE DES FRERES LUMIERE
71000 Mâcon

Références : SG/NM/2024/M_204
Code AIOT : 0005401425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement MASSILLY PRINTING SOLUTIONS implanté 581 RUE DES FRERES LUMIERE 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSILLY PRINTING SOLUTIONS
- 581 RUE DES FRERES LUMIERE 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Massilly Printing Solutions réalise les activités de cisailage, vernissage, impression

offset sur métal à plat. Les principales étapes du process sont les suivantes :

- réception des bobines de métal (acier étamé)
- cisailage
- vernissage + séchage (4 lignes de vernissage, V1 à V4)
- impression offset (encres UV sans solvants)
- vernissage de finition.

Pour ses activités, l'établissement utilise donc des vernis, encres et solvants de nettoyage.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installation nouvelle ligne d'impression MS4	Code de l'environnement du 19/06/2024, article R.181-46-II	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation réglementaire ICPE des installations	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Ligne vernissage V4 : émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Ligne de vernissage V4 : hauteur des cheminées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Cuve GPL : Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.1	Demande d'action corrective	7 jours
8	Cuve GPL : Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe 1/4.9.8	Demande d'action corrective	7 jours
9	Cuve GPL : Risques/Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.2 a) d)	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance des émissions atmosphérique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	s		
5	Ligne vernissage V4 : revêtement et impression d'emballages métalliques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.2	Sans objet
10	Cuve GPL : Dispositif de coupure générale	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Avant toute réalisation d'un projet et conformément à l'article R.181-46-II du code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance décrivant précisément les installations / activités envisagées et leurs impacts. A ce titre, il est attendu pour le **début du mois de septembre 2024**, un dossier de porter à connaissance relatif à l'installation de la ligne d'impression MS04. Ce dossier établira également :

- la mise à jour des rubriques ICPE,
- le calendrier de fonctionnement prévu pour les lignes de vernissage,
- les justificatifs nécessaires, relatifs au calcul de la hauteur des cheminées.

Il est également attendu que l'exploitant fournisse la description des installations de rejets atmosphériques pour la ligne de vernissage V4, ainsi qu'un positionnement réglementaire relatif à l'arrêté ministériel du 3 février 2022, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des ICPE.

Enfin, concernant la cuve de GPL utilisée pour l'approvisionnement en carburant des chariots élévateurs, des justificatifs sont à fournir. L'exploitant devra également revoir son organisation de l'alerte incendie à proximité de cette cuve, conformément à la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation nouvelle ligne d'impression MS4

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2024, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable
Prescription contrôlée :
II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32-1 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Constats :

Par mail du 24 mai 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées :

- Concernant la ligne de Vernissage V4 : cette ligne est en fonctionnement depuis le dernier trimestre 2022 (essais / formations) et opérationnelle depuis 2023 ;
- Concernant la ligne d'impression MS04 : cette ligne a été installée fin 2023, avec une mise en production dans le 1er semestre 2024. Ce projet aurait été évoqué lors de la précédente inspection réalisée le 10/02/2021. L'exploitant précise qu'un dossier de porter à connaissance est en cours de rédaction par l'APAVE.

La visite sur le terrain a permis de visualiser les installations et le fonctionnement des lignes V4 et MS04.

Concernant la ligne de vernissage V4, l'exploitant avait adressé à l'Inspection un dossier de porter à connaissance par courrier électronique du 12 avril 2022. Suite aux observations de l'inspection (mail du 11/05/2022), un dossier complété a été redéposé par courrier du 13 décembre 2022 (dossier version 4, daté du 07/12/2022). Ce dossier prévoyait le calendrier suivant :

- Démarrage de la ligne V4 en conditions industrielles : Semaine S25 - 20/06/2022
- Fonctionnement des 4 lignes de vernissage avec V4 à 50 % de sa capacité : Semaine S25 à Semaine S52 /2022
- Fonctionnement des 4 lignes de vernissage (V1+V2+V3+V4) à100% : 1er semestre 2023
- Arrêt de la ligne V3 pour allonger l'étuve et fonctionnement de 3 lignes de vernissage (V1+V2+V4) à100% : 2ème semestre 2023
- Désinstallation progressive de la ligne V1 : à partir de 2024

L'exploitant a précisé dans son mail du 24/05/2024, que la ligne V4 n'a pas remplacé la ligne V1, car la V3 a été arrêtée. Ainsi, le jour de l'inspection, il a été constaté que les lignes V1, V2 et V4 sont en fonctionnement et que la V3 est à l'arrêt (depuis début 2024 selon l'exploitant). L'exploitant précise que V3 devrait redémarrer fin d'année 2024 pour un redémarrage début 2025, et que la V1 sera démantelée au premier trimestre 2025. Ces modifications de calendrier et de fonctionnement n'ont pas été transmises à l'Inspection.

Concernant la ligne d'impression MS04, la visite sur le terrain a permis de constater que cette installation est en fonctionnement. L'exploitant a réalisé son projet sans en informer l'Inspection au préalable. Il précise que le dossier de porter à connaissance est quasiment achevé par l'APAVE, et qu'il sera en mesure de le transmettre au 1er septembre 2024 à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tel que mentionné à l'article R.181-46-II du Code de l'environnement, toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant transmet à l'Inspection, **au plus tard le 1^{er} septembre 2024**, un dossier de porter à connaissance relatif à l'installation de la nouvelle ligne d'impression MS04. Il précisera également dans ce dossier les modifications intervenues concernant le calendrier de fonctionnement des lignes de vernissage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Situation réglementaire ICPE des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE concernées par une rubrique de la nomenclature

Prescription contrôlée :

Le tableau ci-dessous liste de manière **non exhaustive** les installations classées selon la nomenclature ICPE, dont les informations sont issues :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité n°12-00086 du 11/01/2012 ;
- du dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'une cuve de GPL et d'un poste de distribution, daté de janvier 2020 (version n°1, APAVE). Pas de prescriptions complémentaires ;
- du dossier de porter à connaissance relatif à l'installation d'une nouvelle ligne de vernissage, daté du 07/12/2022 (version n°4, groupe Massilly). Pas de prescriptions complémentaires ;
- du dossier de réexamen "Comparaison aux conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour le traitement de surface utilisant des solvants (STS)-Rubrique principale n° 3670", daté du 06/12/2022 (version 2, APAVE). Pas de prescriptions complémentaires.

Ne sont reprises dans le tableau suivant que les installations faisant l'objet d'un classement en rubrique ICPE, ou ayant fait l'objet d'un classement, et également certaines installations dont les seuils sont proches du classement ICPE.

	AP 11/01/2012	PAC cuve GPL (janvier 2020)	Dossier de réexamen (06/12/2021)	PAC Ligne de vernissage V4 (07/12/2022)
1414-3	/	D	D	D
1 4 3 2 - 2 (supprimée au	D (71,3 m3)	r u b r i q u e s u p p r i m é e	r u b r i q u e s u p p r i m é e	r u b r i q u e s u p p r i m é e

01/06/2015)				
1510-2b	NC (<325 t)	NC (<325 t)	NC (337 t)	NC (465,9 t)
1530	NC (750 m3)	classé en 1532	classé en 1532	classé en 1532
1532-2b	/	NC (750 m3)	NC (798 m3)	D (1200 m3)
1978-5 (création 2020)	non existante	non précisé	D (17,5 t/an)	D (40,9 t/an)
1978-8 (création 2020)	non existante	non précisé	D (351,6 t/an)	D (461,8 t/an)
2450-A-a	A	A (à classer en 2940-2-a, cf rapport inspection du 27/04/2018)	/	/
2450-B-b	D (300 kg/j)	D (300 kg/j)	NC (48,76 kg/j)	NC (48,76 kg/j)
2560-2	D (76 kW)	NC (76 kW)	non précisé	NC (76 kW)
2564-1-c	non mentionnée	NC (195 L)	NC (195 L)	NC (195 L)
2910-A2	NC (0,5 MW)	NC (0,87 MW)	NC (0,87 MW)	D (3,508 MW)
3670-2 (création 2013)	non existante	A (320 t/an)	A (373,5 t/an)	A (473,5 t/an)
4331-3 (création 2014)	non existante	NC (18,5 t)	D (57,2 t)	D (76,29 t)
4511-2 (création 2014)	non existante	non précisé	NC (40,9 t)	NC (81,92 t)

Constats :

Rubrique 1510-2-b : l'exploitant indique qu'il stocke 465,9 tonnes de matières combustibles dans son dernier dossier PAC de 2022. Pour information, le seuil de 500 tonnes déclenche le classement pour cette rubrique.

Rubrique 1532-2-b : l'exploitant indique qu'il stocke 1200 m³ de palettes de bois dans son dernier dossier PAC de 2022. Il précise qu'il stocke 4675 palettes, représentant un poids de 116 tonnes, soit environ 25 kg par palette. Il précise que son stockage maximum se situe à 5000 palettes, soit environ 125 tonnes.

Rubrique 2450-B-b : l'autorisation accordée en 2012 pour une utilisation d'encre de 300 kg/j était surévaluée, selon l'exploitant. Il indique que pour l'année 2023, la consommation était de 8793 kg, soit 40 kg/j (base 218 jours travaillés). La construction et la mise en route de la nouvelle ligne d'impression MS04 (voir point de contrôle suivant) augmentera les consommations d'encre d'environ 30%, soit 63,4 kg/j.

Rubrique 2450 : l'inspection réalisée en 2018 mentionnait que l'activité des lignes de vernissage relève de la rubrique 2940-2-a. Ces activités relèvent également de la rubrique 3670-2 (consommation de solvant organique plus de 200 t/an). Les consommations de solvant déclarées

par l'exploitant dans l'outil en ligne GEREPE sont égales à 373,57 t en 2020, 413,51 t en 2021, 338 t en 2022, 313,9 t en 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- rubrique 1510 ("*Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques*"). L'exploitant vérifie en particulier si les quantités de matières ou produits combustibles stockées sont supérieures à 500 tonnes ;
- rubrique 3670-2 : il précise les quantités de solvants utilisées, en prenant en compte la nouvelle ligne de vernissage et l'arrêt de la ligne V1 ;
- rubrique 2940 : il vérifie si ses activités sont toujours concernées par cette rubrique, compte tenu des conditions d'exclusion pour certaines activités classées en rubrique 3670.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans les gaz résiduels

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

COVT, tous secteurs :

Toute cheminée avec un flux de COVT < 10 kg C/h : NF EN 12619, Une fois par an (1) (2) (3)

Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10 kg C/h : Normes EN génériques (4), En continu

[...]

(3) Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion **est mesurée en continu**. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.

[...]

Constats :

La ligne de vernissage V4 a été installée en 2022. L'arrêté ministériel du 03/02/2022 lui est applicable (il ne l'est pas encore pour les lignes V1, V2 et V3 installées avant février 2022).

L'exploitant indique que la chambre de combustion de la ligne de vernissage V4 est équipée d'un dispositif de mesure de température en continu. La consigne de fonctionnement est fixée à 720 °C, avec une plage située entre 680 et 760 °C. Ces plages ont été fixées par le constructeur, qui réalise un contrôle du bon fonctionnement de la sonde tous les ans. Lorsque la température se situe en dehors de la plage, la ligne est automatiquement arrêtée.

Le dispositif de suivi de la température a été visualisé sur la machine le jour de l'inspection.

Ce constat n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ligne vernissage V4 : émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air

Prescription contrôlée :

3.9. Revêtement et impression d'emballages métalliques

Émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Unité (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)	VLE (1)
NOx	mg Equivalent NO2 / Nm ³	100 (2)
CO	mg/Nm ³	100
COVT	mg C/Nm ³	20

(1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.

(2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMF ou NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux.

Constats :

L'APAVE est intervenue sur site du 01/10/2023 au 10/10/2023 pour la réalisation des contrôles des rejets atmosphériques sur la ligne de vernissage V4 (rapport en date du 08/12/2023). Les installations ayant fait l'objet d'un prélèvement et analyses sont les suivantes :

- Sortie incinérateur,
- Aval Sortie tunnel étuvage,
- R1 Zone de refroidissement,
- R2 Zone de refroidissement,
- Amont incinérateur.

Les paramètres suivants ont été mesurés pour l'ensemble des installations : poussières, SO₂, formaldéhyde, crésol, phénol, naphthalène, O₂, CO₂, CO, NO_x, COVnm, CH₄, COVT.

Le rapport de l'APAVE précise que "selon l'arrêté de référence, il n'existe pas de VLE applicable pour cette installation : aucun avis de conformité ne peut être rendu". L'arrêté de référence est l'AP du 11 janvier 2012, qui ne tient pas compte de la ligne de vernissage V4 (installée postérieurement).

L'affirmation de l'APAVE est inexacte, étant donné que l'arrêté ministériel du 03/02/2022, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des ICPE est applicable à l'installation de la ligne de vernissage V4.

N'ayant pas le descriptif précis des points de rejet à l'atmosphère dans le dossier de porter à connaissance de la ligne V4, l'inspection en déduit, par analogie avec l'AP de 2012, que les rejets R1 et R2 ne font pas l'objet d'un traitement par combustion. Les résultats des analyses pour ces 2 points de rejet sont conformes à l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

A noter que la concentration en CO mesurée en sortie d'incinérateur est égale à 161 mg/Nm³ (moyenne sur 3 mesures). La limite fixée dans l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 en sortie des 2 autres incinérateurs (lignes V1+V3 et ligne V2) est de 100 mg/Nm³. La ligne de vernissage V4 ne fait pas l'objet de prescriptions, et l'arrêté ministériel du 03/02/2022 ne fixe pas de VLE lorsque les effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.

Le dossier de porter à connaissance pour l'installation de la ligne de vernissage fait état de 6 points de rejets atmosphériques sur la ligne V4. Le contrôle réalisé porte sur 4 points de rejets (le point de contrôle réalisé en amont de l'incinérateur ne constitue pas un point de rejet atmosphérique).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la ligne de vernissage V4, l'exploitant doit :

- lister exhaustivement l'ensemble des points de rejets atmosphériques ;
- préciser les émissaires qui sont reliés à l'oxydateur thermique ;
- appliquer comme cadre réglementaire les dispositions de l'arrêté du 03/02/2022 lors du prochain contrôle des émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Ligne vernissage V4 : revêtement et impression d'emballages métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique d'énergie

Prescription contrôlée :

3.9.2. Consommation spécifique d'énergie L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :

Secteur	Type de produit	Unité	Niveaux d'efficacité
---------	-----------------	-------	----------------------

			énergétique(moyenne annuelle)
Revêtement et impression d'emballages métalliques	Tous les types de produits	Wh/m ² de surface revêtue	1,5
Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral, sous réserve du respect de l'article R.515-62 (II), au vu d'une justification fournie par l'exploitant comprenant notamment une étude technico-économique			
Constats : L'exploitant réalise un suivi des consommations électriques. Concernant la ligne de vernissage V4, il déclare que la consommation est de 0,2 Wh / m ² . Il réalise également le suivi pour les autres lignes : la moyenne globale se situe à 0,25 Wh/m ² . Ce constat n'appelle pas d'observation.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 6 : Ligne de vernissage V4 : hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières aux rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres , est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. Cette étude est obligatoire pour les rejets qui dépassent l'une des valeurs suivantes : 200 kg/h d'oxydes de soufre / 200 kg/h d'oxydes d'azote / 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe III / 50 kg/h de poussières / 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore / 25 kg/h de fluor et composés du fluor / 10 kg/h de métaux énumérés au a du 8° de l'article 27 / 50 kg/h de métaux énumérés au b du 8° de l'article 27 / 100 kg/h de métaux énumérés au c du 8° de l'article 27 / 500 kg/h de métaux énumérés au d du 8° de l'article 27. Elle est également obligatoire dans les vallées encaissées ainsi que lorsqu'il y a un ou des immeubles de hauteur supérieure à 28 mètres à proximité de l'installation. Dans le cas d'un rejet d'une (ou de) substance(s) susceptible(s) de s'accumuler dans le sol telle(s) que les métaux, l'étude doit en sus examiner les effets dus à cette accumulation en tenant notamment compte des dépôts antérieurs éventuels et de la durée de vie potentielle de l'installation.
Constats : Le dossier de porter à connaissance de 2022 relatif à l'installation de la nouvelle ligne de

vernissage ne contient pas de justificatif du calcul des hauteurs de cheminée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les justificatifs relatifs au calcul des hauteurs de cheminées de la nouvelle ligne de vernissage V4. Il prévoit également ce calcul dans son prochain dossier de porter à connaissance relatif à l'installation de la nouvelle ligne d'impression MS4 qui sera déposé début septembre (cf point de contrôle n°1).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Cuve GPL : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) L'installation est implantée de telle façon que les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont observées ; - vingt mètres d'un établissement recevant du public de la première à la 4e catégorie ; - sept mètres d'un établissement recevant du public de la 5 ^e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, par exemple). Pour les appareils de distribution de GNL, cette distance est réduite à six mètres. b) Une distance minimale de neuf mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété est observée. Ces distances minimales sont réduites à cinq mètres si la limite de propriété est une voie de communication publique. Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont également observées : - cinq mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation, - dix mètres des aires de stockage de récipients à pression transportables de gaz inflammable liquéfié. Pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2020, si la quantité stockée est inférieure à 6T, cette distance est réduite à 6 mètres, - neuf mètres des orifices de remplissage, des événements et des parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides, ou cinq mètres des orifices de remplissage et des événements d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides, - neuf mètres des orifices de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection en mars 2021 un dossier de Porter à Connaissance (PAC), réalisé par le bureau APAVE en janvier 2020, au titre des ICPE portant sur la mise en place d'une cuve de stockage de GPL de 3,2 T et d'une station de distribution. Cette installation a été mise en service en novembre 2018.

<p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de prévenir en amont de toute modification (notable ou substantielle) apportée à une installation classée les services de la Préfecture (en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement).</p> <p>Le PAC fourni est incomplet, il ne comporte pas les annexes 1 « Plans réglementaires actualisés » et 2 « Audit de conformité à l'AMPG du 30/08/2010 ». Lors de l'inspection, les annexes n'ont pas été présentées par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de son intention de démanteler la cuve GPL au cours de l'année 2025, en raison d'un projet de remplacement des chariots gaz par des chariots électriques.</p> <p>L'inspection précise à l'exploitant qu'une procédure de cessation d'activité partielle portant sur l'arrêt d'exploitation de la cuve et de la station GPL, sera à engager en amont de la dépose totale de l'ensemble des équipements dans les conditions de l'article R.512-66-1, I à V du code de l'environnement. (A noter que l'installation n'est pas visée à l'article R.512-66-3 du même code : l'attestation de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués n'est par conséquent pas requise).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les annexes 1 et 2 du dossier PAC référencé A5 32919323 de janvier 2020 par courriel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 8 : Cuve GPL : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article Annexe 1/4.9.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des équipements de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle.</p> <p>Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois, pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets.</p> <p>Ces contrôles sont consignés dans un livret tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure le suivi des contrôles périodiques des équipements de sécurité à partir d'une GMAO intégrant les maintenances mensuelles, annuelles et décennales.</p> <p>Le contrat de maintenance confié à BUTAGAZ est sous-traité à TOKHEIM qui a établi un rapport provisoire le 12/06/2024 (précédent contrôle effectué le 23/03/2024).</p> <p>Un contrôle interne visuel des installations du site est réalisé mensuellement dans le cadre d'une ronde extérieure, il devra comprendre la vérification de la cuve GPL.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre par courriel le rapport provisoire TOKHEIM du 12/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Cuve GPL : Risques/Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 4.2 a) d)
Thème(s) : Autre, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie pour les secours (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ; - de deux extincteurs à poudre polyvalent homologués 21 A233 B et C « ou équivalent » situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à vingt mètres ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B « ou équivalent » ; - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B « ou équivalent » ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes). <p>[...]</p> <p>d) Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve aérienne de GPL est éloignée des stockages de matières inflammables / combustibles. La mise en place de cette cuve devait permettre de réduire le stock de bouteilles de gaz propane à 10 unités, soit 130 kg (au lieu de 34 unités, 442 kg initialement). Lors de la visite des installations, 19 bouteilles de gaz propane de 13 kg sont stockées dans un rack fermé. La quantité totale présente sur site s'établissant à 247 kg et ne dépassant pas le seuil de classement relatif à la rubrique 4718 Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel fixé à 6T, cette installation reste non classée au titre de la dite rubrique.</p> <p>Afin de prévenir le risque d'explosion d'un nuage inflammable en cas de fuite de GPL</p>

(arrachement de flexible ou de renversement du distributeur), le poste de distribution est équipé de points de rupture : raccord déboîtable et écrous cassants au niveau du pied du distributeur et raccord cassant au niveau de la jonction flexible/tuyauterie acier.

Lors de la visite sur site des installations, l'inspection établit les constats suivants :

- l'installation n'est pas dotée d'un système d'alarme incendie propre et spécifique, la gestion des incidents repose sur l'appel des secours par un opérateur selon le plan d'urgence incendie défini par l'exploitant. Un dispositif de déclenchement manuel d'alarme sonore se trouve à l'entrée intérieure d'une zone de stockage, à environ 30 m de l'îlot de distribution de GPL (accessible après contrôle d'accès avec badge) ;
- les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident sont satisfaisantes et affichées au droit des installations ;
- deux extincteurs à poudre et un extincteur à gaz carbonique (2 kg) sont implantés à moins de 20 mètres des appareils de distribution (contrôle périodique réalisé en 11/2023).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'organisation de l'alerte incendie en cas de danger ou d'accident devra être optimisée afin de garantir un accès non restreint à l'alarme incendie du site.

En outre, l'îlot de distribution GPL, doit être équipé d'un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 10 : Cuve GPL : Dispositif de coupure générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.7.2

Thème(s) : Autre, Dispositif de coupure générale

Prescription contrôlée :

L'installation électrique comporte un **dispositif de coupure générale** permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique, à l'exception des « systèmes de surveillance et de secours » non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir **l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité** de l'installation.

Plus spécifiquement, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage mentionnée au point 2.13.

Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

Constats :

Le PAC relatif à l'installation GPL mentionne la conception suivante :

- l'îlot de distribution GPL est équipé d'un limiteur de débit à 4,8m³/h ;

- une électrovanne à sécurité positive (fermée en position normale et s'ouvre dès l'activation du bouton « homme mort ») ;
- une électrovanne placée en sortie du réservoir de GPL est assujettie à l'arrêt d'urgence générale.

Le dispositif de coupure générale est intégré au contrat de maintenance confié à BUTAGAZ et sous-traité à TOKHEIM dans son rapport provisoire le 12/06/2024 (précédent contrôle effectué le 23/03/2024).

Lors de la visite sur site des installations, l'inspection établit les constants suivants :

- l'installation comporte un dispositif de coupure générale « arrêt d'urgence » permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité de l'installation ;
- l'arrêt d'urgence des organes de sécurité pilotant les électrovannes est correctement signalé et accessible.

Type de suites proposées : Sans suite